

Fonds de placement, opinions d'analystes, OPA du mois... Plus d'infos sur WWW.letemps.ch

SMI	Clôture: 7554,38	Stoxx Europe 600	Clôture: 288,57	S&P 500	18h00: 1509,63	Topix (Tokyo)	Clôture: 963,48	Obligations, taux à 10 ans	Taux de change
Performance sur 3 mois	+12,99%	Performance sur 3 mois	+6,16%	Performance sur 3 mois	+8,53%	Performance sur 3 mois	+24,09%	Etats-Unis: 1,965% Europe (Bund): 1,568% Suisse (Conf.): 0,764%	En francs: 1,30 Euro: 1,2262 Dollar: 0,9308
22 novembre	22 février	22 novembre	22 février	22 novembre	22 février	22 novembre	22 février	22 novembre	22 février

Après son triomphe, le président Correa donne la priorité au pétrole

> Reportage

L'Equateur dépend de l'or noir pour ses programmes sociaux et le remboursement de prêts chinois

> Plus de 3 millions d'hectares sont prêts à être explorés en Amazonie

Matthieu Ruf SANI ISLA, ÉQUATEUR

«Je dois dire non. Je ne veux pas que la compagnie pétrolière vienne détruire et polluer notre forêt.» Blanca Tapuy, 43 ans, a le visage doux, mais, dans le regard, une détermination presque effrayante. Cette mère de sept enfants dit être prête à se battre à la machette pour empêcher Petroamazonas, la compagnie publique équatorienne, de réaliser prochainement une étude sismique sur le territoire de son village, Sani Isla. Au contraire de sa sœur, Inès, qui voit l'arrivée de «la petrolera», et surtout les promesses d'une vie meilleure qui l'accompagnent, d'un très bon œil.

Pour les plus aisés des 15 millions d'habitants de l'Equateur, 7^e économie d'Amérique du Sud avec un PIB de 124 milliards de francs, le pétrole est avant tout synonyme d'une essence très bon marché, ainsi que d'opérations de communication du gouvernement. Celui-ci a annoncé, le 22 février, que l'Allemagne avait promis 34,5 millions d'euros sur trois ans en soutien au célèbre projet Yasuni ITI, qui consiste à ne pas exploiter les hydrocarbures se trouvant dans cette parcelle – 20% des réserves nationales – en échange de financements internationaux.

Mais à Sani Isla, à quelques kilo-



Des camions de Petroamazonas sur le fleuve Napo. En Equateur, la prospection pétrolière inquiète. 22 FÉVRIER 2013

mètres de cette parcelle, dans l'Orient amazonien à l'extraordinaire biodiversité, l'or noir plonge 400 indigènes kichwa dans une grave crise interne. Sur cette rive du fleuve Napo, des centaines de touristes viennent chaque année dormir dans les cabanes de Sani Lodge pour y découvrir cormorans, caïmans ou singes capucins. Mais cette entreprise touristique, presque unique source de revenu des villageois, connaît des ennuis financiers. C'est ce qui a poussé l'ex-maire du village à signer discrètement, en novembre dernier, un accord avec Petroamazonas. Le contrat permet à la compagnie de réaliser une étude sismique sur le territoire communal en vue d'une éventuelle extraction, en échange d'une compensation financière, accompagnée par des promesses orales d'investissements dans la santé et l'instruction publique. Petroamazonas n'a pas donné suite aux questions du Temps.

Depuis janvier, les nouvelles autorités du village font tout pour invalider le contrat. Menées par le chaman Patricio Jipa et son épouse anglaise Mari Muench, gérante de Sani Lodge, elles affirment vouloir préserver leur forêt, comme leur projet touristique. Or le lodge a été financé par la compagnie pétrolière américaine Occidental, en

L'Equateur vit à plus de 40% des revenus de l'or noir, en majorité enfoui dans sa forêt tropicale

échange d'une première étude sismique, il y a treize ans. Les résultats étant peu concluants, l'entreprise était repartie sans rien extraire. Aujourd'hui, les leaders de Sani craignent que l'utilisation de nouvelles études ne révèle des réserves plus alléchantes.

Une campagne de soutien de l'ONG Avaaz, qui a réuni un million de signatures sur son site, a donné de la visibilité à leur combat. Mais une minorité de villageois restent séduits par l'idée d'améliorer leurs conditions de vie en acceptant l'argent du pétrole. A l'image de la communauté de Pañacocha, à quelques kilomètres de là, où Petroamazonas termine des dizaines de maisons, une école, des égouts et des chemins pavés.

Surtout, le petit groupe de Kichwa s'oppose à une politique d'Etat qui, depuis les élections du 17 février, n'est pas près de changer de cours. Pour Alexandra Almeida, spécialiste du secteur à l'ONG Accion Ecologica, la crise de Sani Isla résume la situation de nombreuses régions de son pays: «La volonté du gouvernement est d'étendre la frontière pétrolière, même à l'intérieur des blocs déjà existants.» Bien qu'étant le plus petit membre de l'OPEP, avec 500 000 barils produits par jour, l'Equateur vit à plus de 40% des revenus du pétrole, en majorité enfoui dans sa forêt tropicale.

Rafael Correa, réélu au premier tour avec 57% des voix le 17 février, en a toujours fait un cheval de ba-

taille. Il y a trois ans, son gouvernement a augmenté les impôts sur l'activité extractive, devenus la principale manne alimentant le budget public, qui a presque triplé depuis 2006, atteignant 30 milliards de francs. Une manne finançant les programmes sociaux, tels que le bon mensuel de 50 dollars aux familles pauvres ou les projets d'infrastructures en cours, autant de politiques populaires qui expliquent le récent triomphe du président.

La dépendance au pétrole de sa «révolution citoyenne» va plus loin encore. Ayant décidé, en 2008, de ne pas rembourser un tiers (3,2 milliards de dollars) de la dette extérieure du pays, Rafael Correa a sorti l'Equateur des marchés internationaux. La Chine, friande d'or noir, est pratiquement devenue son seul créancier, avec au moins 7,2 milliards de dollars prêtés depuis 2008. En un échange proche de celui proposé à Sani Isla – des financements contre l'accès aux ressources –, des ventes anticipées ont ainsi été conclues avec le groupe PetroChina, pour un approvisionnement garanti jusqu'en 2016 au moins.

Réélu, Rafael Correa peut donc poursuivre son programme: intensifier l'extraction. Certes, sans toucher, pour l'instant, au projet Yasuni ITI. Mais cette parcelle, malgré son importance économique, ne représente que 20% de la superficie du Parc national Yasuni. Et malgré la récente promesse allemande, la probabilité d'une mise en œuvre du «plan B», consistant à commencer l'extraction du pétrole qui s'y trouve, grandit.

Surtout, des appels d'offres ont récemment été lancés pour l'exploration de 16 nouveaux blocs du sud de l'Amazonie équatorienne, représentant environ 3,2 millions d'hectares. «J'ai peur qu'on fasse la même erreur qu'avec le nord de l'Amazonie, qui est plus ou moins détruite», s'inquiète Yolanda Kakabadse, ancienne ministre de l'Environnement et présidente du WWF International. Le gouvernement estime que ces concessions pourraient contenir jusqu'à 1600 millions de barils, un quart des réserves du pays.

Londres poursuit la rigueur malgré la perte du AAA

> Notation La livre sterling risque de baisser suite à la décision de l'agence Moody's

Eric Albert LONDRES

George Osborne, le chancelier de l'Echiquier britannique, n'a été averti que douze heures à l'avance par l'agence de notation Moody's, mais sa réponse était toute prête: malgré la dégradation d'un cran de la note souveraine britannique, de AAA à AA1, annoncée très tard vendredi soir, il n'est pas question de mettre fin à l'austérité. «Quelle est l'alternative? interroge-t-il. L'alternative proposée par l'opposition travailliste est d'emprunter plus. Je pense que c'est une réaction qui empirerait la situation. Nous devons continuer notre plan actuel.»

La dégradation de la note britannique est pourtant un coup dur pour le gouvernement, qui avait fait de la rigueur son principal axe politique. Peu après son arrivée au pouvoir en mai 2010, il annonçait les coupes budgétaires les plus drastiques de l'histoire récente, plus importantes que du temps de Margaret Thatcher. Le plan devait permettre de quasiment supprimer le déficit d'ici à 2015. Toutefois, les économistes savent depuis un certain temps que cela ne sera pas possible. La décision de Moody's vient entériner officiellement cet échec: l'agence de notation estime que l'austérité devra continuer «une bonne partie du prochain mandat parlementaire (de 2015 à 2020)». George Osborne lui-même le reconnaît officiellement: l'équilibre des comptes publics est désormais prévu à l'horizon 2018.

Les Britanniques font donc face à encore cinq années de rigueur. Ce dérapage est la conséquence logique d'une économie atone: la croissance a été nulle en 2012. Les recettes fiscales s'en ressentent et, sur les dix premiers mois de l'année fiscale actuelle (avril 2012–mars 2013), les emprunts de l'Etat sont en légère hausse par rapport à l'année précédente. Le déficit devrait tourner

autour de 7,7% du PIB, selon l'Institute for Fiscal Studies (IFS). Le gouvernement britannique, qui estime qu'une partie du blâme revient au ralentissement économique mondial, particulièrement dans la zone euro, reconnaît aussi que l'austérité a un impact négatif. Simplement, il pense que le Royaume-Uni aurait trop à perdre en desserrant l'état budgétaire: les marchés séviraient, et les taux obligataires – actuellement à des niveaux très bas, autour de 2,1% – s'envoleraient.

Le plus dur est à venir

L'argumentation de Moody's va dans le même sens. L'agence souligne que le pays conserve une perspective «stable» sur sa note grâce à «l'engagement politique fiscal» du gouvernement. En d'autres termes, l'austérité est considérée comme un gage de sérieux, même si son efficacité est plus longue que prévu.

Le problème est que les coupes budgétaires sont loin d'être finies. L'austérité se répartit entre 15% de hausses d'impôts et 85% de coupes budgétaires. La première partie est presque entièrement réalisée, mais la seconde – la plus difficile – n'est guère entamée. Selon l'IFS, seul le tiers des réductions des allocations sociales et un cinquième des baisses des dépenses courantes dans les services publics ont été effectués.

Cela signifie que l'espoir d'un retour de la croissance à court terme est faible. La livre sterling, qui a déjà reculé de 7% face au dollar depuis le début de l'année, risque de connaître un nouveau glissement. «La bonne volonté du marché vis-à-vis du plan d'austérité pourrait disparaître encore davantage (après la perte du AAA)», estiment les analystes de HSBC. L'arrivée d'un nouveau gouverneur à la Banque d'Angleterre, réputé très agressif dans son utilisation de la planche à billets, peut également accentuer le mouvement.

Panorama

Suisse

Le patron d'Axpö prédit des prix de l'énergie très élevés

Heinz Karrer, le patron de l'entreprise énergétique Axpö, met en garde contre la stratégie du Conseil fédéral. En misant notamment sur les importations, la Suisse risque «d'avoir des prix comme en Italie, soit les plus hauts d'Europe», déclare-t-il dimanche dans la *Sonntags-Zeitung*. Les solutions: renforcer des réseaux électriques régionaux, même si cela paraît difficile avec les oppositions et la lenteur des procédures, ainsi que signer un accord sur l'électricité avec l'Europe. (ATS)

Technologie

Le dernier-né de Samsung

Le groupe sud-coréen Samsung Electronics a dévoilé dimanche un nouvel appareil de 8 pouces de diagonale (20 centimètres), une petite tablette informatique faisant également téléphone, destinée à concurrencer l'iPad mini de l'américain Apple. (ATS)

Microsoft piraté à son tour

Après Apple, Facebook, Twitter, le *New York Times* ou le *Wall Street Journal*, le groupe informatique américain Microsoft a affirmé dimanche avoir été victime d'une attaque informatique similaire, sans avoir trouvé toutefois la preuve d'un vol de données. Malgré l'absence de preuves de données subtilisées, l'enquête se poursuit. (ATS)

Europe

L'Allemagne se plaint de l'immigration économique

Des voix critiques s'élèvent au sein même de l'Union européenne contre la libre circulation des personnes. Récemment, ce sont les villes allemandes qui ont tiré la sonnette d'alarme: les nombreux immigrants pauvres, notamment d'Europe de l'Est, commencent à leur coûter cher. Cette migration économique de citoyens européens n'est tout simplement «pas prévue» dans l'UE, a constaté dans le *Deutscher Städtetag* l'association faïtière des villes allemandes. (ATS)

PUBLICITÉ



LE DÉBAT ÉCONOMIQUE

BANQUIERS PRIVÉS, FIN D'UNE ÉPOQUE OU NOUVELLE ÈRE?

Carlo Lombardini, avocat
Luc Thévenoz, professeur de droit bancaire

Podcast à télécharger sur www.letemps.ch

LE TEMPS